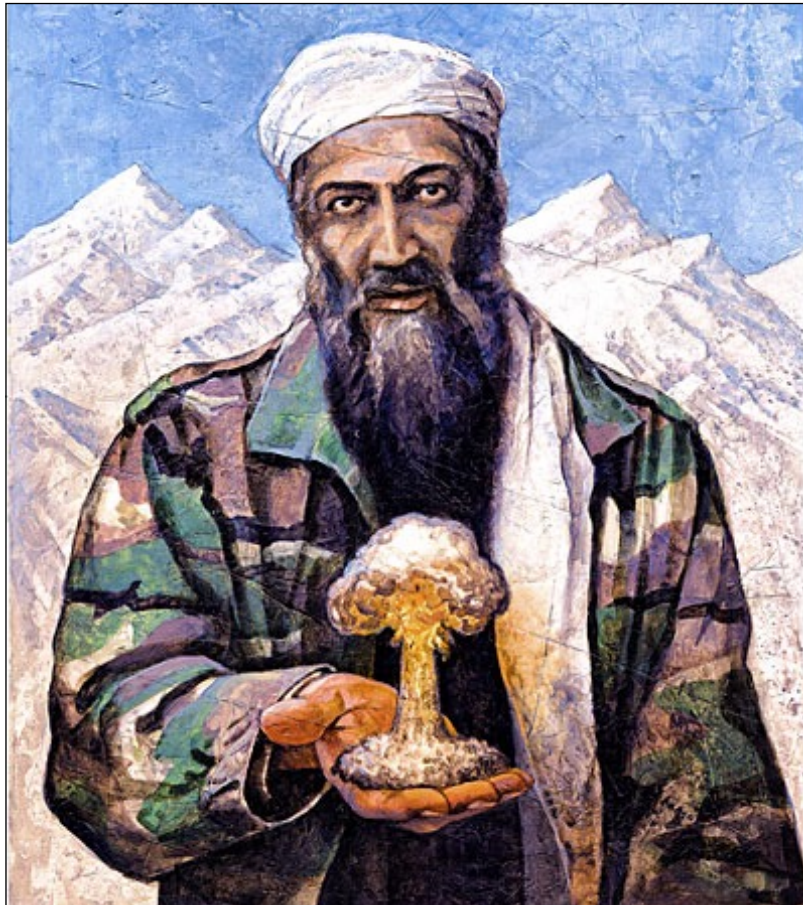




ILERI - DÉFENSE

La menace du terrorisme nucléaire

Philippine Sottas - Membre du pôle Moyen-Orient - Étudiante en *Bachelor 2* à l'ILERI-
11 décembre 2015



La scène internationale fait face à de nouvelles menaces, non-conventionnelles, dont la portée et les conséquences se chiffrent à des milliers de pertes, tant humaines que matérielles. Le danger au recours à des armes chimiques, biologiques ou nucléaires de la part de groupes terroristes ne peut être ignoré et les experts n'écartent pas la possibilité d'attaques de ce type. Aujourd'hui, neuf nations possèdent l'arme atomique : la Chine, la Corée du Nord, les États-Unis, la France, l'Inde, Israël, le Pakistan, la Russie et le Royaume-Uni.

Alors qu'un rapport des États-Unis soulève l'inexistence d'armes lourdes et nucléaires en Irak, ce pourquoi le président Bush avait lancé l'offensive en 2003¹, la recrudescence d'événements et les changements territoriaux dus à l'avancée d'État islamique attirent particulièrement l'attention sur les avancées techniques de fabrication et de production d'un arsenal lourd et les dangers de la main mise d'un groupe terroriste sur des centrales nucléaires. Qu'en est-il de la réalité de la menace ? La lutte contre la prolifération est-elle efficace, alors même que certaines puissances nucléaires n'ont toujours pas signé le traité de non-prolifération nucléaire ? Un désarmement total et sans condition est-il réalisable ? Ces armes chimiques, biologiques, nucléaires et radioactives, dont l'emploi était originellement réservé à la sphère étatique, peuvent-elles changer de main et modifier le jeu géopolitique en servant les intérêts terroristes ?

L'évolution de la pratique nucléaire et les changements géopolitiques :

Auparavant, le monopole des armes de destruction massive était détenu par les États. Cependant, la fuite de connaissances nécessaires à la production d'arsenal de

¹ Rapport du chef des inspecteurs américains en Irak confirmant l'absence de stocks d'armes bactériologiques, chimiques ou nucléaires : <http://documents.theblackvault.com/documents/iraq/iraq-wmd-nie-01-2015.pdf>

ce type de la part de physiciens Pakistanais, le jeu des alliances ou encore l'évolution technologique avec la banalisation des procédés et l'accessibilité accrue des composants offre une nouvelle donne, qu'il est impératif de prendre en compte et qui n'incite pas à un optimisme excessif en matière de désarmement.

L'hypothèse qu'un groupe terroriste détienne l'arme nucléaire au cours des années futures, bien que peu probable, n'est pas négligeable. Déjà, Al Qaida avait cherché à acquérir les composants nécessaires à la fabrication d'une bombe, tels que les matériaux fissiles². Dans les années 2000, Al Qaida aurait eu ces matériaux fissiles nécessaires et des expertises scientifiques portant sur l'arme nucléaire de la part du Pakistanais³.

C'est pourquoi la création d'un califat et l'expansion territoriale de l'État islamique est un nouveau risque géostratégique en matière de nucléaire. En effet, alors que l'organisation détient des plateformes pétrolières dont elle se sert pour son économie, il est envisageable qu'elle ait accès, dans les années à venir, à des zones de stockages d'uranium enrichi, nécessaire aux dispositifs de production nucléaire. Ce risque mineur de main mise sur des matières nucléaires de qualité militaire est tout de même aggravé par le fait que certains stocks ne sont pas efficacement protégés⁴. De plus, l'uranium enrichi est sujet à des fins commerciales illégales dont il est difficile de définir les sources exactes et cela pourrait faciliter l'accès aux produits nucléaires.

² Dans l'ingénierie nucléaire, un matériau fissile est un matériau en mesure de soutenir la réaction en chaîne de fission nucléaire.

³ En août 2001, l'ingénieur Bashiruddin Mahmood, reconverti dans l'aide aux musulmans afghans, avait été invité au QG d'Oussama Ben Laden qui souhaitait avoir des informations sur l'art de fabriquer des armes nucléaires.

⁴ « De nos jours, près de 2 000 tonnes métriques de matières nucléaires utilisables pour la fabrication d'armes demeurent répandues dans des centaines de sites dans le monde entier, certains étant mal protégés. » Indice NTI de la sécurité des matières nucléaires. http://www.nti.org/media/pdfs/2014_NTI_Index_French_Translation.pdf

Toutefois, de nombreuses conditions sont requises à la volonté de terrorisme nucléaire. En effet, cela demande une organisation avec des ressources financières conséquentes, une autorité centrale forte et des capacités opérationnelles multinationales. Développer une arme nucléaire improvisée représente le *challenge* le plus compliqué lors de la quête du nucléaire. Un lieu sûr, à l'abri d'un risque de détection par le contre-terrorisme et les agences de non-prolifération est également indispensable à la production et la fabrication d'armes de ce type.

Alors, s'il apparaît particulièrement difficile de créer une arme nucléaire pour une organisation terroriste, cette dernière peut toutefois produire une arme improvisée qui aura des effets tout autant dévastateur. La menace de voir des terroristes construire un engin radiologique, une « bombe sale » qui disperserait des matières radioactives avec de simples explosifs est la plus probable.

Le poids politique d'une arme de ce type et la lutte contre le terrorisme nucléaire :

Les groupes avec des capacités nucléaires pourraient assumer la quasi nature d'un proto-État et ainsi se servir de ces armes à des fins politiques afin d'obtenir des concessions de la scène internationale, ce qui modifierait l'environnement géostratégique. La menace créée par le contrôle d'une arme de destruction massive est significative pour la résolution, à grande échelle, des objectifs d'un groupe terroriste. De plus, les destructions, les conséquences économiques, mais également l'impact psychologique de ces armes est un élément à prendre en compte lorsque l'on

sait que le désir et la motivation première des groupes terroristes est d'instaurer un état permanent de terreur sur différentes régions et populations du monde.

Alors, devant ces nouvelles menaces, la solidarité et la coopération étatique est indispensable. Pour contrer l'ascension du terrorisme nucléaire, les États doivent mettre en place un contrôle de tous leurs stocks de matières fissiles et radioactives et des autres sources radiologiques présentes sur leur territoire. Ces derniers devraient également développer leur coopération à travers le partage d'informations, y compris les renseignements concernant le commerce nucléaire illicite, acquis par les agences de services secrets des États. De plus, selon l'ambassadeur allemand Rüdiger Lüdeking, la maîtrise des armements est essentielle pour limiter les possibilités de terrorisme nucléaire et les instruments multilatéraux sont indispensables au concert des nations afin d'imposer des normes conjointes. Une convention sur la protection physique des matières nucléaires semble indispensable, ainsi que la mise en application stricte de la résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations-Unies. Cette résolution, adoptée à l'unanimité en 2004, vise la non-prolifération des armes de destruction massive, réaffirme l'intérêt d'une coopération internationale en matière de nucléaire civil et empêche des acteurs non étatiques de s'emparer de technologies nucléaires. La résolution est également à caractère législatif puisque « tous les États ont l'obligation impérative d'adopter une législation destinée à prévenir la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques ».

Alors, le pari du désarmement total soumis par Florimond Bonte⁵ en 1963 est aujourd'hui encore incertain et la prolifération constitue l'un des défis cruciaux du XXI^e siècle pour la sécurité inter et intra-étatique.

⁵ *Désarmer ou périr ?* Florimond Bonte, Éditions sociales, 1963.

Toutefois, les progrès en matière de désarmement, quoi que limités, existent. En effet, grâce aux traités de désarmement *START* (*Strategic Arms Reduction talks*) et *SORT* (*Strategic Offensive Reduction Talks*), les arsenaux nucléaires américains et russes ont connu une forte décroissance.

Le 8 avril 2010, un nouveau Traité *START* est signé entre les Etats-Unis et la Russie. Le nouveau texte est signé officiellement par les Présidents Barack Obama et Dimitri Medvedev. Il vise à remplacer *START I* qui a expiré le 5 décembre 2009⁶.

De plus, ces dernières années, la France a diminué de moitié le nombre de ses armes et d'un tiers la composante nucléaire aéroportée, tout en « arrêtant sa production d'uranium et de plutonium pour les armes nucléaires⁷ ».

Enfin, une prise de conscience internationale des risques et des enjeux de l'arme nucléaire est nécessaire au processus de désarmement. Les conséquences d'un conflit nucléaire et les menaces provoquées par les armes de destruction massive doivent être connues de tous, que ce soit des structures étatiques et de l'opinion publique. Les dangers qui pèsent sur la scène internationale sont trop souvent ignorés de la sphère politique et médiatique et donc du débat public, alors que la course aux armements n'a nullement cessé au lendemain de la guerre froide.

Pour conclure, la diffusion et l'utilisation d'armes de destruction massive, malgré les traités internationaux qui en interdisent le développement ou l'acquisition reste inquiétante au vu des événements récents. Ainsi, l'Irak comme l'Iran ont employé des armes chimiques dans les années 1980 ; l'Irak les a utilisées contre sa population kurde en 1988 et a menacé de s'en servir contre Israël et les États-Unis

⁶ « Il prévoit notamment : la limitation à 1 500 du nombre d'ogives dans chacun des deux pays, soit environ 30% de moins que le nombre actuellement autorisé, la limitation à 800 du nombre de missiles intercontinentaux embarqués à bord de sous-marins et de bombardiers, ainsi que la vérification sur place des installations nucléaires et l'échange de données entre les deux pays. Etabli pour cinq ans, le Traité doit entrer en vigueur après sa ratification par les Parlements des deux pays. » <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/nucleaire/desar.shtml>

⁷ Discours de François Hollande sur la dissuasion nucléaire, le 19 février 2015 à Istres.

lors de la guerre du Golfe ; la Corée du Nord et le Soudan auraient fourni à des groupes terroristes des produits bactériologiques et chimiques toxiques.⁸ Plus récemment, en 2013, Bachar Al Assad a employé des armes chimiques contre sa propre population. Déjà en 2004, Graham Allison prédisait « La question n'est plus de savoir *si* mais de savoir *quand* le terrorisme nucléaire se produira »⁹. L'ombre d'une menace de telle ampleur pèse donc depuis plusieurs années, bien que l'arme nucléaire ne ce soit pas encore transformée en « arme de terreur » au service d'organisations terroristes.

Par Philippine Sottas,
Membre du pôle Moyen-Orient,
Étudiante en *Bachelor 2* de l'ILERI.

⁸*La Guerre et la Paix*, Charles-Philippe David, Sciences Po les Presses, 2013

⁹ Op. cit, Charles-Philippe David, Sciences Po les Presses, 2013

Bibliographie :

The Four Faces of Nuclear Terrorism, Charles D. Ferguson, William C. Potter, Routledge Taylor & Francis Group, 2005.

The Global Politics of Combatting Nuclear Terrorisme, edited by William C. Potter and Cristina Hansell, 2010.

Le Terrorisme non conventionnel, Olivier Lepick et Jean-François Daguzan, puf, 2003.

Terrorisme de l'Apocalyspe, Yves Bourdillon, Ellipses, 2007.

La Guerre et la Paix, Charles-Philippe David, Sciences Po les Presses, 2013.

Désarmement nucléaire/urgence, Hervé de Truchis, L'Harmattan, 2014.